



Emmanuel Macron vient de d'obtenir du G20 un moratoire d'un an sur la dette des pays pauvres, pour « les aider à faire face à la pandémie ». Ce « cadeau » pourrait être mal accueilli par le grand public français qui estime que « nous avons suffisamment de problèmes nationaux pour ne pas prendre en charge ceux des autres » .

À mon avis il s'agit d'un faux problème. Si la question est importante au vu des sommes en jeu, comme financièrement elles sont sans doute perdues de toute façon, autant en tirer un avantage politique.

Pour comprendre, revenons d'abord l'historique de la dette africaine.

La dette africaine : un problème récurrent

Je suis l'activité africaine depuis les indépendances, et étais proche de mes aînés qui ont travaillé en Afrique. Contrairement à ce que l'on raconte aujourd'hui, ils se sont dévoués pour les pays dans lesquels ils travaillaient, en ont gardé un bon souvenir, et sont morts navrés de se voir accuser d'avoir été des vampires.

Une première vague de dettes, notamment auprès du Fonds Monétaire International (FMI), a été l'occasion de diaboliser « l'Occident colonial ».

Cet endettement provenait notamment du détournement des ressources du pays par les dirigeants (le président Mobutu au Congo a battu des records en matière).

Il venait aussi d'une hypertrophie de la fonction publique, car à l'époque on imaginait que tout diplômé, même modeste, devait devenir automatiquement fonctionnaire.

Le FMI a donc mis en place ce qu'on appelait « l'ajustement structurel », c'est-à-dire l'exigence de ramener les dépenses publiques, avouables ou inavouables, au niveau des recettes, en contrepartie de l'argent qu'il apportait.

Pourquoi les pays en question n'ont-ils pas tout simplement augmenté les impôts ?

Parce que la grande masse de la population était trop pauvre pour en payer, et parce que la petite minorité très riche était trop influente et trop habituée aux paradis fiscaux pour que l'on puisse prélever quoi que ce soit.

Le seul impôt techniquement possible était les droits de douane, ce qui a eu comme effet catastrophique de diminuer les échanges entre des pays déjà « trop petits » (et très peu peuplés à l'époque) et de donner un grand pouvoir aux douaniers qui pouvaient bloquer des marchandises jusqu'à ce qu'un « arrangement » soit trouvé.

Les États concernés ont donc diminué les dépenses qui pouvaient l'être, ou en ont freiné l'augmentation. Les coupes ont surtout porté sur la santé et l'éducation nationale « de terrain », tandis qu'étaient privilégiés les budgets des services centraux et de l'armée. Cette dernière avait des arguments musclés pour lutter contre la baisse de son budget...

C'est ainsi qu'est né l'argument « tiers-mondiste » : « C'est le FMI qui est responsable du retard de la santé et de l'éducation ! » qui revient à accuser les pompiers que l'on a appelés après avoir mis soi-même le feu. Mais c'était tellement commode que « l'ajustement structurel » est devenu un terme symbolisant la vampirisation du Sud par le Nord.

Mon premier livre, « Le socialisme contre le Tiers-monde », paru en 1983 et dont le titre initial était « Le tiers-mondisme contre Tiers-monde » s'attaquait à cette analyse qui cachait les vrais problèmes. En 2004, mon second livre « Le mythe du fossé Nord-Sud » montrait que les pays ayant un gouvernement sérieux réussissaient leur développement après avoir emprunté et remboursé leurs dettes.

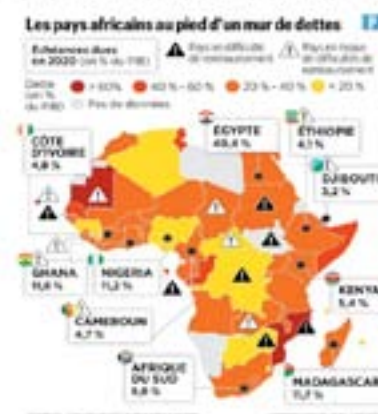
Je suis très conscient que mon analyse un peu brutale ci-dessus est peu audible aujourd'hui où la mode est au « décolonial » c'est-à-dire à affirmer que les problèmes africains sont de « la faute des autres », malgré quelques excellents ouvrages qui démontrent le contraire.

Je rappelle que les indépendances auront bientôt duré autant que la colonisation !

Bref les États africains n'ont pas pu payer cette première vague de dettes, ont obtenu d'importantes remises et ce cycle d'endettement, crise, remise de dette, s'est renouvelé plusieurs fois depuis.

Le fait nouveau est que la dernière vague de remises ayant reconstitué la capacité d'emprunt des États africains, ces derniers ont pu emprunter auprès de la Chine les sommes nécessaires pour payer les infrastructures que ce pays leur proposait.

Les principales données



infographie LP/DATA Le Parisien source CNUCED, Banque Mondiale, FMI

Nous parlons d'une dette de 365 milliards de dollars pour les seuls pays africains.

Sur ces 365, 145 milliards (40%) sont dus à la Chine, le reste de la dette publique revient directement ou indirectement aux pays occidentaux via le Club de Paris, le FMI et la Banque Mondiale. Une décision politique est donc possible.

Mais il y a également de nombreux créanciers privés, entreprises ou gestionnaires de fonds sur lesquels les gouvernements n'ont théoriquement pas de pouvoir, à part celui d'une discrète indemnisation partielle.

Les ministres des finances africains ont appelé le 19 mars à une suspension des paiements de 2020, soit 44 milliards de dollars, tandis que de nombreux hommes politiques et intellectuels africains appelaient à un abandon général des dettes.

Autre donnée : le service de la dette représenterait « 1/3 des exportations africaines ». Ce chiffre compare de données qui ne sont pas liées entre elles... à part le fait d'être en devises.

Par exemple, l'Algérie a (ou aurait ?) des réserves de change nettes venant des prix souvent élevés du pétrole depuis 1974, donc pas de dettes, mais ça ne l'empêche pas d'être dans une situation financière quasi désespérée. Néanmoins cette proportion d'un tiers a une valeur d'avertissement puisque les exportations vont fortement baisser en quantité et surtout en valeur.

Nous assistons en effet à un effondrement du prix des matières premières due au ralentissement mondial, lui-même dû à la pandémie. Notamment la guerre des prix du pétrole et la surproduction par rapport aux besoins de l'économie à l'arrêt dans de nombreux pays qui a abouti hier 20 avril à un prix NÉGATIF (probablement provisoire). Le FMI prévoyait donc à cette même date une récession (-1,6% du PIB) pour l'Afrique subsaharienne.

Dernière donnée : ces moyennes africaines n'ont pas grand sens, certains pays étant relativement vertueux et peu endettés, et beaucoup n'étant pas producteur de pétrole bénéficieront de l'effondrement de son prix : ce que vont perdre le Nigéria et l'Angola sera gagné par le Maroc et l'Éthiopie. Rappelons que le grand gagnant mondial de la baisse générale des cours est la Chine... et que la France en est un autre !

Le fait que les chiffres globaux pour l'Afrique n'aient pas grand sens, chaque État étant très différent des autres est d'ailleurs une objection à une remise générale des dettes, qui a l'inconvénient de favoriser les États les moins bien gérés au lieu de récompenser les meilleurs.

La proposition d'Emmanuel Macron et la Chine

La France voulait une annulation de la dette des pays africains. Bien entendu elle n'y est pas arrivée, la Chine, principale créancière, ayant probablement freiné des 4 fers !

Néanmoins Paris a obtenu un moratoire d'une vingtaine de milliards de dollars. La Chine en a accepté le principe. Il reste les 12 milliards de créances dus par ces pays à la Banque mondiale. Un accord paraît possible là aussi.

Finalement Pékin a accepté de geler, pour une année, une partie de la dette de 77 pays dont une quarantaine de pays africains. Un moratoire donc, et non pas une annulation de créances. Et la Chine veillera à ce que cette compensation très partielle des dégâts de la pandémie ne soit pas pris comme un aveu de culpabilité...

L'avis de Pékin, premier créancier de l'Afrique, pèsera lourd dans la suite des discussions. Il va se heurter à celui des autres États, de la Banque mondiale et FMI, qui accusent à juste titre Pékin de ré-endetter l'Afrique.

La China Africa Research Initiative (Cari), institut de recherche dépendant de l'université américaine John Hopkins, tente d'analyser l'engagement de la Chine en Afrique. La Cari estime qu'entre 2000 et 2018, ce pays a accordé plus d'un millier de prêts à 49 pays africains, pour une valeur de 152 milliards de dollars.

À lui seul, l'Angola a reçu 43 milliards de dollars dont une partie gagée sur le pétrole. Et Djibouti, verrou stratégique à l'entrée de la mer Rouge où cohabitent les armées françaises, américaines et chinoises est un État endetté à 82% auprès de la Chine.

Mais quelle Chine ? Si l'Eximbank officielle détient la majorité des créances, de nombreux prêts sont accordés par de grandes sociétés de construction ou de travaux publics. Eux aussi renonceront difficilement à leurs créances, sauf appui financier de Pékin.

Par ailleurs 1/3 des prêts chinois sont gagés sur des ressources minières ou des infrastructures.

Ainsi, aujourd'hui, 63% du pétrole extrait en Angola sert à rembourser les prêts chinois. Également le prêt de 8,8 milliards de dollars accordés en 2017 par la Chine à la République Démocratique du Congo avait comme contrepartie l'exploitation de mines de cuivre et de cobalt.

On verra si ces avantages demeureront même en cas de moratoire ou d'annulation des prêts.

Finalement, la grande période des prêts chinois à l'Afrique est probablement passée. Pékin a senti venir le danger, et j'ai noté une réflexion de financiers africains venant demander de nouveaux prêts : « l'accueil a été assez froid, on se serait cru à la Banque mondiale ».

Et la Chine est maintenant observateur au Club de Paris, qui regroupe les créanciers publics des États africains. L'époque où il suffisait de renier Taïwan pour avoir de l'argent chinois semble se terminer. La Cari affirme d'ailleurs que les prêts chinois ont commencé à diminuer à partir de 2013.

Pour Paris, une raison humanitaire et géopolitique

Une foule d'organismes charitables, dont la Fondation Bill Gates, mais aussi le Peace Corps américain, le Rotary et d'innombrables associations internationales privées sont présents depuis toujours et vont continuer.

En Afrique francophone il y a la « coopération décentralisée » entre une commune du Nord et une du Sud, ainsi que de très nombreuses actions privées. Parfois la limite entre humanitaire et développement ponctuel n'est pas nette : équipements d'écoles, appui à la formation agricole etc.

C'est sur ce décor bien compris par une partie de l'opinion française que s'appuie notre gouvernement pour insister sur le côté humanitaire du moratoire.

Cela plaît à la gauche. Mais aussi à la droite, affolée par les perspectives d'une migration africaine vers la France qui pourrait se précipiter en cas de catastrophe sanitaire.

Le gouvernement français prend donc bien soin de dire qu'il s'agit de renforcer les systèmes sanitaires, de recherche et de détection, notamment via les instituts Pasteur.

Par ailleurs le pari d'Emmanuel Macron semble être le suivant : la solvabilité des pays africains ne va pas

s'améliorer par un coup de baguette magique en pleine crise du coronavirus, alors qu'ils n'ont pas réussi en 60 ans à payer leurs dettes, régulièrement effacées !

Puisque la dette africaine ne sera de toute façon pas payée en tout ou en partie, autant prendre les devants en faisant un « geste généreux » et y associer la Chine de manière à ce qu'elle soit considérée comme un créancier ordinaire et non comme un allié généreux...

Cela a également pour vertu de faire prendre conscience aux dirigeants chinois que prêter de l'argent à l'Afrique est un sport dangereux.

Yves Montenay.